



AgEcon SEARCH

RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Editorial

Christian Bourdel, Dominique Vermesch

Citer ce document / Cite this document :

Bourdel Christian, Vermesch Dominique. Editorial. In: Économie rurale. N°222, 1994. 48 heures - 48 thèses d'Économie et de Sociologie Rurales. pp. 3-4;

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1994_num_222_1_4652

Fichier pdf généré le 26/03/2019

EDITORIAL

Heureuse tradition oblige, la Société Française d'Economie Rurale (SFER) ouvre régulièrement les portes de ses sessions aux travaux de jeunes chercheurs et universitaires. Tel fut le cas de la session d'automne 1993 "48 heures - 48 thèses" organisée à l'ENGREF, avec le concours de l'INRA. De l'avis même des nombreux participants, les diverses communications présentées furent d'un bon niveau, de même que les débats qui suivirent. Le ton fut donné dès la séance inaugurale assurée par Jean-Pierre Dupuy, Professeur de philosophie sociale et politique à l'Ecole Polytechnique et à l'Université Stanford (Californie). "Que veut dire la justice sociale dans une société de concurrence ?" Tel était le thème de sa conférence, reprenant pour l'essentiel le cheminement suivi dans l'un de ses derniers ouvrages "Le sacrifice et l'envie. Le libéralisme aux prises avec la justice sociale" (1). Talon d'Achille des philosophies libérales, celles-ci, depuis Adam Smith jusqu'à Hayek et Rawls, ont largement disserté sur ce thème. Lors de la conférence, Jean-Pierre Dupuy s'est arrêté plus longuement sur la conception rawlsienne de la justice sociale, conception largement diffusée depuis par la communauté scientifique des économistes. Ceux qui composaient l'auditoire de la session furent ainsi motivés dans l'investissement des présupposés de philosophie sociale qui sous-tendent la modélisation des comportements économiques et de leurs interactions.

L'ensemble des communications, dont ce numéro d'Economie Rurale présente les résumés, se partage équitablement entre économie et sociologie. Les champs abordés en économie demeurent relativement classiques. Il s'agit en premier lieu, actualité oblige, de la Politique Agricole Commune et sa réforme. Cette dernière a été appréhendée dans ses effets micro-économiques (J. Cohen, H. Blascovic et B. Lefer), macro-économiques (A. Bonnet, E. Fouilleux, H. Marlet, V. Mechineau) et environnementaux (M. Trommetter).

Liée souvent étroitement à la thématique précédente, la question environnementale a fait l'objet également de communications axées sur les préoccupations de développement durable (D. Deybe), sur la gestion de ressources naturelles renouvelables ou semi-renouvelables (F. Axes et S. Morardet, D. Babin, B. Ezerzer-Michalland).

Un autre regroupement concerne des exposés à dominante méthodologique : le comportement micro-économique face au risque (A. Bouzit), la programmation linéaire (D. Kebe, A. Madi et L. Temple) appliquée à des contextes micro-économiques propres aux pays en voie de développement.

Les politiques agricoles et environnementales s'incarnent et façonnent à l'évidence les divers contextes régionaux. Sur ce sujet, les communications proposées ont allié sérieusement des composantes monographiques avec un recours aux analyses institutionnaliste et régulationniste (J.-M. Touzard, B. Wampfler).

1. Editions Calmann-Lévy, Paris, 1992.

Dans les pays du Nord, comme dans ceux du Sud, les évolutions des rapports au foncier, à l'Etat, sont des composantes essentielles de l'avenir des systèmes de production (F. Simon, P. Phelinas, L. Ramos).

Plusieurs études de filières sont présentées : elles s'appuient essentiellement sur des informations statistiques (M. Sterkers, O. Teffène et Y. Salün), des modèles d'économie politique (P. Sans) ; elles mettent en évidence l'utilisation par les firmes, dans leur stratégie, de la symbolique pour adapter leurs produits à la demande du consommateur (N. Souchard) ; en identifiant une typologie des contrats entre acteurs (A. Ferreira et A. Brandenburg), elles permettent de mieux prévoir les évolutions possibles et de dégager les marges de manœuvre qui permettront à chaque maillon d'établir une stratégie : ainsi, la restauration hors-foyer apparaît pour l'agro-alimentaire un secteur économique d'innovation-produit, permettant à la fois de tester les réactions du consommateur et d'orienter ses goûts (S. Viala-Tavakoli).

Nombreux sont les travaux qui privilégient l'étude des rapports sociaux. Les références à des normes professionnelles ou sociales, à des idéologies, permettent de mieux saisir :

- les comportements d'agriculteurs viticulteurs face à l'érosion (E. Durousset) ;
- les associations spécialisées (D. Pesche) et la formation des "paysans modernistes" (J. Debroux) ;
- la communication en milieu rural (B. Sall) ;
- la dynamique des territoires (E. Chardon, A. Abdelmalek), ou celle de secteur d'activité comme l'artisanat (Y. Criton).

Alors que plus de 20 % des conjointes d'agriculteurs exercent aujourd'hui une activité hors de l'exploitation, et que cette proportion est beaucoup plus forte encore chez les jeunes exploitants, le passage, dans le couple, d'une solidarité de type communautaire à une solidarité de type contractuel permet de dessiner les nouveaux contours des exploitations en cours d'émergence (I. Van de Walle).

Des problèmes reconnus actuellement par notre société comme majeurs (désertification en milieu rural, emplois) permettent de jeter la lumière sur l'ambiguïté de certains concepts, ou la méconnaissance de certaines réalités pour lesquelles des travaux de recherche sont particulièrement bien venus. Ainsi :

- la typologie des demandeurs d'emploi saisonniers en zones rurales (P. Regnault) ;
- le recensement des landes et friches dans les espaces fragiles (P. Dério) ;
- les nouveaux types de services qu'il est possible de développer pour répondre aux attentes des habitants dans ces mêmes zones (Ph. Sahuc) ou ceux qui peuvent être développés auprès des PME en milieu rural (E. Hego) ;
- les modalités d'intervention particulières et originales des pouvoirs publics en zones fragiles : l'Etat "des marges" (M. Toubanc).

La compréhension des relations entre les moteurs de dynamismes externe et interne aux territoires étudiés est fondamentale (A. Kenny, P.-Y. Le Meur, N. Ortar). L'organisation de jeux prospectifs apparaît pour les zones rurales fragiles comme un moyen de faire progresser à la fois la connaissance et l'action (V. Piveteau). Enfin, une approche épistémologique de l'expertise et de son utilisation par les bailleurs de fond pour les pays du Sud démonte les articulations entre savoir technique spécialisé et décisions politiques : des modalités de "déconstruction et reconstruction du monde" (A. Le Naelou).

C'est à cet exercice intellectuellement sain qu'est maintenant appelé le lecteur, en consultant les résumés ci-après (2), et mieux, en contactant les auteurs pour échanger avec eux.

Dominique VERMERSCH
INRA-ESR Rennes

Christian BOURDEL
ENGREF

2. Certaines de ces communications repérées plus spécialement par le Comité de rédaction feront l'objet d'une publication (après la procédure de relecture appliquée par le Comité) dans un prochain numéro de la revue.